



Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD se réunit dans un contexte général de dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des enseignant-es. Les dotations positives ou nulles ne permettront pas d'apporter un nouveau souffle. Bien au contraire, le malaise professionnel se propage dans les écoles et nombre de nos collègues cherchent à se réorienter.

Dans notre département, l'annulation de la dette vous permettra peut-être d'abonder la brigade de remplacement, d'ouvrir un PDMCDC et une classe d'accueil de moins de 3 ans, c'est-à-dire juste de respecter les préconisations ministérielles. Et en tout cas, certainement pas d'ouvrir des postes partout où les équipes pensent que c'est nécessaire pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et leurs conditions de travail, ni de réabonder les RASED.

Si d'aucuns associent la dotation nulle à la signature du protocole école rurale, et continuent à s'en féliciter, notre analyse est bien différente et nous ne voyons dans cette démarche qu'une manœuvre pour éviter toute agitation sociale dans la perspective des élections à venir.

Pour preuve, cette seconde année du protocole sur la carte scolaire pluriannuelle dessine une tendance lourde qui, sous couvert d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles rurales cache l'urgence de restreindre les dépenses scolaires, pour l'Etat.

Cette tendance est la même que pour les autres services public de proximité.

Pour le SNUipp-FSU et la FSU, ces choix, loin de faire la preuve de leur efficacité désorganisent durablement les départements ruraux, provoquent une concurrence entre les territoires et installent dangereusement le sentiment d'abandon.

En ce qui concerne la méthode, le SNUipp-FSU conteste une construction trop comptable de la carte scolaire, la primauté donnée au seul P/E et l'insuffisante prise en compte des spécificités de chaque école : contexte social dégradé trop souvent minimisé, ruralité et cours multiples, inclusion des élèves d'ULIS, mise en concurrence avec une école privée voisine.

Aujourd'hui, les mesures prises en CTSD sont attendues avec inquiétude dans les écoles.

Malgré la baisse démographique que subit notre département, les suppressions de postes accumulées ces dernières années rendent l'exercice de plus en plus difficile et empêchent de répondre aux besoins et à l'ambition de la réussite de tous les élèves.

Pour le SNUipp-FSU, le principal levier pour améliorer nos conditions de travail et faire réussir tous nos élèves reste la baisse des effectifs sur l'ensemble du territoire.

Dans le contexte de crise économique et social actuel, il est plus que jamais urgent de consacrer les moyens nécessaires à la réussite des élèves.